

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

05/12/2012



وفد عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان في زيارة عمل للندن

وأضاف أن هذه الزيارة ستشكل مناسبة للتعريف بعمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان ولجانه الجهوية، وكذا التطرق إلى التقارير الموضوعاتية الأخيرة التي أصدرها المجلس حول مستشفيات الأمراض العقلية والسجون، فضلا عن إبراز مساهمة المجلس في تفعيل النقاش العمومي حول تنزيل الدستور ومذكراته التي أصدرها في هذا المجال.

كما أشار إلى أنه سيتطرق، خلال لقاءاته مع المسؤولين البريطانيين، إلى التقدم الذي حققه المغرب في مجال اعتماد آليات متطورة لحماية وبلورة حقوق الإنسان ولاسيما منها الخطة الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان، موضحا أن إعداد المغرب لهذه الخطة، وإلى جانب آليات أخرى، يجعل المغرب ضمن فئة البلدان القلائل على الصعيد العالمي التي بادرت إلى تطبيق التوصيات الصادرة عن المؤتمر العالمي حول حقوق الإنسان الذي نظم بفيينا سنة 1993.

بدأ وفد عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أول أمس الاثنين، زيارة عمل للعاصمة البريطانية يجري خلالها سلسلة من اللقاءات والاجتماعات مع ممثلين عن قطاعات حكومية وبرلمانية، وكذا مع منظمات غير حكومية ومراكز دراسات وأبحاث.

ويتضمن برنامج زيارة الوفد المغربي، الذي يتكون من إدريس اليزمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وألبير ساسون، مكلف بمهمة لدى رئيس المجلس، لقاءات مع مسؤولين في وزارة الخارجية البريطانية، والمشاركة في مائدتين مستديرتين بكل من مجلس العموم (الغرفة السفلى للبرلمان البريطاني) والمعهد الملكي للشؤون الدولية (شاتام هاوس)، إلى جانب لقاءات مع عدد المنظمات غير الحكومية والخبراء والفاعلين الحقوقيين. وأوضح إدريس اليزمي، في تصريح لوكالة المغرب العربي للأنباء، أن هذه الزيارة تندرج في إطار التعريف بالتحويلات التي يعيشها المغرب ومسلسل الإصلاح الذي تعرفه المملكة.



Driss El Yazami, président du CNDH «Il faut une cohérence entre les lois nationales et leurs déclinaisons territoriales»

Le Maroc a besoin, dans le contexte de la démarche participative consacrée par la Constitution de juillet 2011, de trouver une cohérence entre les lois nationales et leurs déclinaisons territoriales, notamment dans le sillage de la régionalisation avancée, a souligné le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss El Yazami.

"Il faut une cohérence entre ce qu'on fait au niveau national et ce qu'on va faire au niveau régional. Lorsqu'on arrivera à la discussion de la loi organique sur la régionalisation, il faut avoir à l'esprit cette problématique", a précisé, M. El Yazami, dans une interview à la MAP en marge de sa participation aux travaux de la première rencontre nationale sur la démocratie participative, qui s'est déroulée du 30 novembre au 1er décembre à Agadir.

Car, a-t-il expliqué, si l'on dispose d'un dispositif national en matière de démocratie participative "qui peut être, déjà, incohérent au vu du chevauchement des compétences", il faut aussi prévoir la complexité des organismes à mettre en place et qui "ne sont pas prévus dans la constitution, mais qu'il faudra nécessairement créer".

Pour étayer ce propos, M. El Yazami a cité l'absence d'un dispositif devant garantir le principe du droit d'accès à l'information, au même titre que le manque d'un mécanisme conséquent à la ratification par le Maroc de traités internationaux sur les droits de l'Homme.

"Par exemple, on vient de ratifier, il y a 15 jours, le protocole de la convention contre la torture. Ceci implique qu'il nous faudra mettre un mécanisme national de prévention contre la torture (MNP). Comment mettre en place ce MNP? Est-ce le CNDH qui s'en charge ou un autre organisme?", s'est-il interrogé.

A titre d'illustration toujours, il a évoqué l'adoption, en 2007, d'une loi sur les archives et la mise en place de l'institution "Archive du

Maroc" en 2011. Mais "est-ce que pour les archives des régions, on va toutes les remonter à Rabat? Ou il ne faut pas prévoir dans la loi sur la régionalisation la création d'archives régionales?", a-t-il encore sermonné.

Un autre exemple? Il faut observer que la commission consultative sur la région préconise la mise en place de six commissions en matière de démocratie participative, outre les commissions déjà prévues dans la Charte communale, comme celle sur l'égalité des sexes.

"Comment imaginer une cohérence globale de ce système?", s'est-il encore interrogé, soutenant que c'est par ce genre de rencontres de dire "Attention, il faut une cohérence entre ce qu'on fait au niveau national et ce qu'on va faire au niveau régional". Pour l'interviewé, c'est précisément à ce genre de questionnements que le colloque d'Agadir sur la démocratie participative, initié par le CNDH en partenariat avec l'Association marocaine pour des éco-villes (AMEV), a tenté d'apporter des pistes de réflexion.

Et pour cause, ce genre de séminaires évoque, selon lui, le problème de la cohérence du dispositif national et ses implications en termes de prolongement territorial, dès lors que "ça ne sert à rien de mettre en place un dispositif national, alors que la question essentielle consiste à savoir comment profiter, comment associer toutes les énergies et tous les acteurs de la Nation qui ne sont pas tous à Rabat".

Cette rencontre de deux jours aura permis, selon lui, de lancer

le débat sur la manière d'"inventer des mécanismes de la démocratie participative à la marocaine", en capitalisant, à la fois, sur le patrimoine historique et les traditions des régions (Jemâa, Igoudars et autres modalités de consultation, participation et de délibération, dont la gestion de l'eau), et sur les expériences de nombre de municipalités (conseil de la jeunesse à Tata, sensibilisation de la population sur les ordres à Oulmes, le modèle de la ville de Chefchaouen ou encore les maisons de quartiers à Agadir).

"Ce sont des expériences de modalités de démocratie participative qui existaient déjà avant la Constitution", a-t-il relevé, notant que ce séminaire est destiné à "écouter et tirer les leçons de l'expérience concrète de ces municipalités pour voir comment, entre les dispositions constitutionnelles, notre histoire et l'expérience pratique concrète que les élus font, on peut inventer notre démocratie participative".

Et il y a de quoi, a-t-il soutenu, dès lors que l'une des nouveautés de la Constitution de juillet 2011 est d'être "un véritable manifeste des droits et des libertés, puis qu'il y a plus de 60 articles sur 180 qui régissent les libertés principales et les droits fondamentaux avec la consécration, par exemple, des principes de non-discrimination, de l'indépendance de la justice, du droit d'accès à l'information, de la prohibition totale de toute atteinte à la dignité humaine, etc."

"Je crois que la Constitution a permis d'ouvrir ce champ: Il y a le droit de pétition, qui est inscrit, il y a le droit d'initiative législative c'est-à-dire le droit pour le

citoyen dans l'avenir de proposer des projets de loi, il y a tous les conseils prévus (conseil national des langues et de la culture, conseil de la jeunesse et de la vie associative, conseil de la famille et de l'enfance)", a-t-il rappelé.

A la question de savoir si la démocratie participative était une alternative à la démocratie représentative, M. El Yazami a estimé qu'il y a une crise de la participation citoyenne au Maroc, comme ailleurs dans le monde, et cette crise se manifeste de plusieurs manières par le fait de ne pas s'inscrire sur les listes électorales, de ne pas aller voter, de s'éloigner de l'adhésion aux partis, aux syndicats ou aux associations".

Trait caractéristique "que nous partageons avec d'autres sociétés démocratiques les plus avancées, devenues de plus en plus complexes, après l'effondrement des grandes utopies politiques qui mobilisaient les populations, dont le socialisme par exemple", la crise de la participation se révèle comme un "complément par rapport à la démocratie représentative et n'est pas destinée à la remplacer".

La preuve? " quoique cette crise de la citoyenneté et de la participation soient marocaine avec des raisons proprement nationales", a-t-il soutenu, il n'empêche que, de par le monde, le modèle fondateur de la démocratie (représentativité et élections) "toutes les nations cherchent des moyens de renforcer l'adhésion et la participation des citoyens".

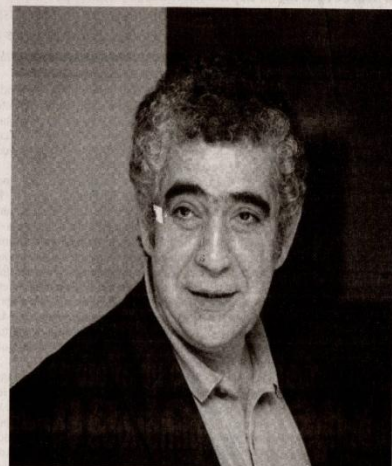
"Au niveau international, on parle beaucoup du budget participatif de Porto Allégro, adopté par plus

de 15 mille villes à travers le monde, on parle des débats publics nécessaires avant tous projets de réformes urbaines", a-t-il dit, relevant qu'en matière de démocratie participative "il n'y a pas de lois internationales, il y a des pratiques, des expériences, des expérimentations".

Si l'on n'est pas dans le domaine de "la vérité totale absolue en la matière", l'interviewé n'a pas manqué de souligner l'impératif de "discuter des problématiques, les anticiper, les avoir à l'esprit", arguant que les sociétés qui avancent sont celles qui "anticipent les difficultés, débattent de la manière la plus large et la plus pluraliste possible sur ces difficultés et essaient de trouver des compromis entre tous les points de vue légitimes".

Plusieurs experts, académiciens, décideurs, élus locaux et représentants du tissu associatif avaient pris part au colloque d'Agadir sur la "démocratie participative", une rencontre destinée à "réfléchir sur les nouveaux cadres de la démocratie participative, discuter avec les élus des diverses collectivités territoriales sur leurs nouvelles responsabilités et à débattre de ces questions avec la société civile".

Ce colloque de deux jours avait pour vocation d'ouvrir, dans le cadre de sept tables-rondes, le débat sur une série d'interrogations sur la manière d'imaginer un dispositif national de démocratie participative cohérent en termes de prérogatives et de moyens et les types de relations et de complémentarités à prévoir entre le niveau national et les divers niveaux territoriaux.



Les participants ont évoqué les diverses contraintes et possibilités des relations à établir entre les collectivités territoriales et les tutelles administratives locales et centrales, ainsi que les prérogatives des acteurs locaux dans le sillage du projet de la régionalisation avancée.

Ils ont aussi abordé les enjeux environnementaux et ce qu'ils impliquent de nouvelles procédures démocratiques de consultation, de coordination et de coopération, les problématiques liées à la parité et à l'égalité hommes/femmes, ainsi que les enjeux de l'implication de la jeunesse

et des possibilités d'intégrer et de soutenir de nouvelles formes d'engagement des jeunes dans l'élaboration des politiques les concernant. Aussi ont-ils mis l'accent sur l'impératif de réfléchir sur comment faire participer les populations précaires dans la vie démocratique et dans les projets de développement et de renouer le dialogue avec les habitants en leur donnant la parole, la démocratie participative étant entendue comme un enjeu d'inclusion des groupes vulnérables.

Propos recueillis par Houcine Maimouni (MAP)



المحاماة وقيم حقوق الإنسان

تحتضن مدينة أكادير، يوم 14 دجنبر الجاري، ندوة علمية حول موضوع: «مهنة المحاماة وقيم حقوق الإنسان»، بمبادرة من معهد حقوق الإنسان لجمعية هيئات المحامين بالمغرب، وبشراكة مع وزارة العدل والحريات. وذكر بلاغ للمنظمين أن العروض التي ستقدم خلال هذا اللقاء ستلامس عددا من القضايا مثل: «المحاماة.. قيم حقوق الإنسان وإدارة العدالة» من تنشيط محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، و«حقوق الإنسان ومنظومة القيم» لإدريس نجيم، أستاذ باحث مستشار لدى وزير العدل والحريات، و«استقلال المحاماة ضماناً أساسية للدفاع عن الحقوق والحريات» للنقيب عبد السلام البقيوي، الرئيس السابق لجمعية هيئات المحامين بالمغرب. كما تتضمن هذه الندوة عرضاً حول «دور المحامي في توفير شروط المحاكمة العادلة» لجميلة السيوري رئيسة جمعية عدالة، و«دور المحامي في تطوير منظومة حقوق الإنسان»، لمصطفى أشبان عضو مجلس هيئة المحامين بالدار البيضاء.



3

ندوة

تنظم اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال - خريبكة والمرصد المغربي للسجون، السبت القادم ببني ملال، ندوة جهوية تحت شعار «من أجل أنسنة السجون».

وأفاد بلاغ مشترك بأن هذه الندوة تأتي انسجاما مع التوصيات الصادرة عن التقرير الأخير للمجلس الوطني لحقوق الإنسان «أزمة السجون مسؤولية مشتركة.. 100 توصية من أجل حماية حقوق السجناء والسجينات»، وكذا في سياق الجهود التي يبذلها المرصد المغربي للسجون والتي تتعلق بحماية حقوق السجناء والنهوض بها.

وتتضمن فقرات برنامج هذا اللقاء الحقوقي، بعد كلمتي اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال - خريبكة والمرصد المغربي للسجون، ثلاث مداخلات جوهرية تتمحور مواضيعها حول «آليات مراقبة السجون ومدى فعاليتها» و«دور المجتمع المدني في حماية حقوق السجناء» فضلا عن «قراءة في القانون المنظم للسجون».



ندوة حول أنسنة السجون

تنظم اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال-خريبكة والمرصد المغربي للسجون، السبت القادم ببني ملال، ندوة جهوية تحت شعار: «من أجل أنسنة السجون». وأفاد بلاغ مشترك بأن هذه الندوة تأتي انسجاما مع التوصيات الصادرة عن التقرير الأخير للمجلس الوطني لحقوق الإنسان «أزمة السجون مسؤولية مشتركة.. 100 توصية من أجل حماية حقوق السجناء والسجينات»، وكذا في سياق الجهود التي يبذلها المرصد المغربي للسجون، التي تتعلق بحماية حقوق السجناء والنهوض بها. وتتضمن فقرات برنامج هذا اللقاء الحقوقي، بعد كلمتي اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال-خريبكة والمرصد المغربي للسجون، ثلاث مداخلات جوهرية تتمحور مواضيعها حول «البيات مراقبة السجون ومدى فعاليتها» و«دور المجتمع المدني في حماية حقوق السجناء»، فضلا عن «قراءة في القانون المنظم للسجون».



قراءة في كتاب العدالة الانتقالية بالمغرب التعويض من منظور هيئة التحكيم

كيف نعوض ضحايا حقوق الإنسان عن محنتهم؟

■ د رشيد مشقافة ■

«أناشدكم الله بنزاهتكم ووطنكم أن تعينونني على إرجاع الحق لمن اغتصب منه، وأن تعينونني على أن نرفع جميعاً هذا البلد إلى مستوى الدول المتحضرة، دول القانون...»

بهذا النطق الملكي لسنة 1990 مهد الأستاذ إدريس بلمحجوب لكتابه الجديد «العدالة الانتقالية بالمغرب التعويض من منظور هيئة التحكيم»... وأنا أنصح القارئ مهما تنوعت مشاريعه أن يقرأ هذا الكتاب، فهو مفيد لرجل القانون والسياسة والأجتماع والأدب وعلم النفس وكل المعارف الإنسانية. ولذلك فقد استمعت بقراءته خلال رحلة نهاب وإياب من مدينة الرباط إلى مدينة أسفي، لحضور أشغال المناظرة الوطنية التي نظمتها جمعية هيئات المحامين بالمغرب في موضوع إصلاح منظومة العدالة.

بداية يشدك الكتاب من خلال صورة الغلاف التي أبدعت في رسمها السيدة فوزية بلشير، وأجذني من موقعي كرجل أدب استحضرت من خلال اللوحة البني آدم كما خلقه الله نقياً طاهراً بريئاً، لكنه في معترك الحياة يكتشف القيود والأصقار، ويبتلي بها، فتخلق نحوه أسراب السلام: حمام الحرية والأمان لتفك أسره وتتضامن معه.

وفي الكتاب مرجعية تاريخية عن العدالة الانتقالية بالمغرب، منذ سنة 1997 إلى 20 غشت 1999، الذي أعلن فيه ملك البلاد محمد السادس عن قراره بإحداث هيئة التحكيم المستقلة للتعويض إلى 1-7-2004، تاريخ إنهاء مهام هيئة التحكيم لأشغالها وتنصيب هيئة الإنصاف والمصالحة.

وفي الكتاب أيضاً استعداد صادق للبحث في موضوع هام كهذا، يقول المؤلف: «لم يكن بخطر ببالي أن أجد مجالاً خصياً للبحث أفضل من موضوع العدالة الانتقالية من منظور التحكيم كوسيلة



منظور التحكيم كوسيلة
للتسوية غير القضائية
لماضي الانتهاكات، من
خلال مقررات هيئة
التحكيم المستقلة لتعويض
ضحايا الاختفاء القسري



**عالم الاجتماع،
والباحث في
التاريخ، والفقيه
القانون، والأديب
الروائي، ومن
خلالهم صرح
الجامعات، قد
يجدون ضالتهم
المنشودة في
قراءتهم للماضي
من خلال المقررات
التحكيمية**

والاعتقال
التعسفي،
ولا صيغة
مناسبة
تمتزج
فيها مواد
القانون
والتاريخ
والأدب
أجمل من
بحث يتناول
موضوع
العدالة
الانتقالية
بالمغرب
لكي أوضح
ما قامت
به المملكة
المغربية من
جهود في
مجال إحقاق
حقوق
الإنسان،
وما أبدته

من شجاعة ثاقبة لدى
أصحاب القرار لتعزيز هذه
الاختيارات النابعة عن
قناعة راسخة للمضي نحو
المستقبل المشرق، وضمان
عدم تكرار ما جرى.»

ولأن الكاتب قاض. فإنه
يملك الحياد عندما يلامس
موضوع اختلف فيه الفعل
ورد الفعل، بين من يرتكب
جرائم تمس أمن الدولة
وسلامتها، ومن يود
الحفاظ على سلامة الدولة
وأمنها.

إن هذا الاحتقان
بتداعياته وأثاره الوخيمة
دفع في اتجاه التفكير في
آلية تصالحية نادمة غافرة
عقوة.

وقد توالت الخطوات
السائرة على ذات السراط،
وتوزعت بين ما هو إنساني
وتشريعي، لذلك أسهب
المؤلف في الإستشهاد
بآراء النبهاء والمفكرين
في شرح عملية الشد و
الجذب التي كان يتراشق
بها الطرفان: عنف الدولة
وعنف فئات من المجتمع.
وفي هذا السياق يورد



نطقا ملكيا للراحل الملك الحسن الثاني إذ يقول: «لم تكن هناك قوتان، وإنما تياران وفي بعض الأوقات كان الحوار لا يسوده أي تفهم، إذ كان كل منا يخلق على ارتفاع يختلف عن ارتفاع الآخر، لقد كانت حقا مأساة بالنسبة للمغرب».

على أن أسئلة المرحلة من منظور الكاتب هي: أي عدالة انتقالية نريد؟ وأي مغرب ممكن من أجل بناء دولة الحق والقانون، في ظل مستقبل واعد؟ وهل الظرفية ستسعف من خلال التيش في الماضي في كشف الحقائق؟

ينطلق الكاتب في منهجية تصاعدية، من خلال تناوله لمفهوم التحكيم في قسم تمهيدي، يليه قسم أول يستعرض مرحلة تأسيس هيئة التحكيم المستقلة لتعويض ضحايا الاختفاء ومدى شرعيتها وموقف المجتمع المدني منها، لينتقل إلى مرحلة تقنية تكشف عن طبيعة عمل الهيئة والمسطرة المتبعة لديها والقرارات الصادرة عنها.

وإذا كنت قد نصحت بقراءة الكتاب، فإن الفائدة من ذلك يجدها القارئ في إجابة المؤلف عن الأسئلة التالية:

- ما هو مفهوم الاعتقال التعسفي؟

- ما هي معايير الاعتقال المقرون بالتعسف؟

- ما هو موقف الهيئة من الأحكام القضائية المرتبطة بالأحداث السياسية؟

- ما هو مفهوم الاختفاء القسري؟

- كيف عالجت الهيئة تعدد حالات الاختفاء؟

- ما هو مفهوم الاغتراب الاضطراري؟

- كيف تكيف مسؤولية الدولة؟

- ما هي الأسس المعتمدة في تعويض الضحايا؟

هذه الأسئلة ونماذج أخرى منها أجاب عنها الكاتب في مؤلفه. ومن حسنات الكتاب أيضا أن سلاسة الأسلوب وبساطة الشرح تصل بالقارئ إلى ضالته، ولا يخفي الكاتب انبهاره بإمكانية قراءة الماضي من خلال المقررات التحكيمية، وهي طريقة



التحكيمية، وهي طريقة أصبحت معمولاً بها في العديد من الأعمال الروائية والأفلام السينمائية المأخوذ عنها، يقول الكاتب: «وفي اعتقادي،

إن عالم الاجتماع، والباحث في التاريخ، والفقيه القانون، والأديب الروائي، ومن خلالهم صرح الجامعات، قد يجدون ضالتهم المنشودة في قراءتهم للماضي من خلال المقررات التحكيمية، لذلك تناشد المجلس الوطني لحقوق الإنسان أن

ينخرط في هذا الورش، وأن يفتح الأرشيف لبعض الباحثين وفق معايير محددة. ذلك أنه لا يمكن أن نستوعب حاضرنا إذا لم نعرف ماضينا بكل حمولته المشرقة وأحداثه الأليمة، وأن نستشرف المستقبل في الوقت نفسه بتفاؤل وأمل. فالشعوب هي التي تصنع المعجزات، وما ذلك على همة الشعب المغربي بعزيمته. فالإرادة الملكية السامية الصادقة في مواصلة العمل على النهوض بحقوق الإنسان، والطبي النهائي العادل والمنصف للمف الماضي، ومواصلة بناء دولة القانون، وتأهيل العدالة، والمسار الديمقراطي الصحيح، والأوراش الكبرى في هذا الدرب متواصلة، بخطى ثابتة ورائدة.» إنها نسمة أدبية عابرة تجعلني أبارك هذا المولود الجديد للأستاذ إدريس بلمحجوب: القاضي في أدبه، والأديب في قضائه.

اجتماع،
ث في
والفقيه
والأديب
ومن
صرح
ات، قد
ضالتهم
دة في
للماضي
لمقررات
يومية

المنذوبية العامة لإدارة السجون تلتزم بتوصيات تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان والبرلمان حول السجون (السيد بنهاشم)

الرباط/05 دجنبر 2012/ومع/ قال المنذوب العام لإدارة السجون وإعادة الإدماج السيد حفيظ بنهاشم ، اليوم الأربعاء بالرباط ، إن المنذوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج تلتزم بالتوصيات التي جاءت في تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان وتقرير لجنة التشريع والعدل وحقوق الإنسان بالبرلمان حول السجون.

وأوضح السيد بنهاشم ، في لقاء تواصلي مع مديري المؤسسات السجنية والمديرين الجهويين، إن المنذوبية "تثمن التقريرين وتلتزم بالتوصيات" التي جاءت فيهما ، مبرزا أنه ستم مساءلة كل من ثبتت في حقه الاتهامات التي أوردتها التقريرين.

وأضاف أن المنذوبية ستتابع التحري للوقوف على الحقيقة في ما أشارت إليه هذه التقارير ، وستسير دائما على نهج تطبيق الدستور والتوجيهات الملكية والقوانين الوطنية والدولية التي وافق عليها المغرب في ما يخص السجناء ، مبرزا أن الأمر يتعلق بتقريرين "جاءا بنظرة واحدة هي نظرة السجناء وكان ينقصهما وجهة نظر مسؤولي المؤسسات السجنية وموظفيها".

ودعا إلى الامتثال إلى القانون داخل المؤسسات السجنية درءا للفوضى، مضيفا أنه يتعين على مديري هذه المؤسسات السهر على تطبيق القوانين.

وأقر المنذوب العام لإدارة السجون وإعادة الإدماج بوجود "مشاكل" بالمؤسسات السجنية تتسبب أحيانا في حصول مواجهات بين السجناء وموظفي المؤسسات السجنية ، داعيا إلى "تطبيق عقلائي للقوانين والمساطر".

من جهته، قال المنذوب الوزاري المكلف بحقوق الإنسان السيد المحجوب الهيبه، في كلمة مماثلة، إن السياسة السجنية وتدبير السجون باتت اليوم موضع نقاش عمومي "سليم وحقيقي ومفيد" ، مضيفا أن المغرب دخل عهد "سياسة سجنية حديثة" وأن التراكم الحاصل على هذا المستوى يشهد تطورا من خلال الدور الذي تضطلع به المؤسسات الرقابية في هذا الشأن.

ودعا إلى وضع برنامج استراتيجي يهدف إلى خلق تفاعل بين القطاعات الحكومية المعنية بمجالات "أماكن الحرمان من الحرية" من جهة وآليات حماية حقوق الانسان من جهة أخرى ، وإلى رفع تحدي الوسائل والإمكانات والتكوين بالمؤسسات السجنية.

بدوره ، ذكر الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان السيد محمد الصبار أنه يتعين معالجة مسألة الاكتظاظ بالسجون المغربية باعتبارها الاشكالية الأم ونهج سياسة سجنية تقوم في ذات الوقت على الردع والإصلاح والإدماج فضلا عن التفكير في خارطة طريق ووضع بدائل من ضمنها الرفع من ميزانية المنذوبية.

وأفاد مدير الأوبئة بوزارة الصحة السيد عمر المنزهي أن الوزارة بلورت اتفاقية شراكة مع المنذوبية ، تقوم بالخصوص على مرتكزات دستورية وحقوقية ، تتوخى تكريس حق السجناء في العلاج.

وأضاف أن هذه الاتفاقية حددت العديد من الميادين المعنية بالشراكة هي التكفل الطبي والجراحي للسجناء ومحاربة الأمراض ذات الأولوية (السيدا، السل ، السرطان...) والمحافظة على صحة الأم والطفل السجنين ، فضلا عن مجالات التربية الصحية والتأطير.

الصبار: السياق الوطني الجديد يضع على عاتق المجلس الوطني لحقوق الإنسان مسؤوليات في مجال حماية حقوق الأفراد والجماعات

أكد الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان محمد الصبار أن السياق الوطني الجديد يضع على عاتق المجلس مهام ومسؤوليات في مجال حماية حقوق الأفراد والجماعات في حرص تام على المرجعيات الوطنية والكونية في هذا المجال. وقال الصبار في حديث لصحيفة (المغربية) . نشرته يوم الاثنين. إن الفصل 161 من الدستور الجديد نص على أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان مؤسسة وطنية تعددية ومستقلة تتولى النظر في جميع القضايا المتعلقة بالدفاع عن حقوق الإنسان والحريات وحمايتها وصيانة كرامة وحقوق وحريات المواطنين والمواطنات في نطاق الحرص التام على احترام المرجعيات الوطنية والكونية.

وأضاف أن المجلس سيعمل في السياق المؤسساتي والدستوري على المساهمة في أعمال خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان واعتبار المجتمع المدني شريكا دائما ومتساويا . وكذا التعاون مع مختلف الفاعلين العموميين بالحكمة الجيدة. إضافة إلى السهر على تقوية انسجام السياسات في مجال حقوق الإنسان.

وبخصوص القيمة الإضافية لإحداث اللجان الجهوية لحقوق الإنسان. أكد الصبار أن هذه اللجان تشكل أحد أهم مستجدات النص القانوني المحدث للمجلس الوطني لحقوق الإنسان وإحدى قيماته المضافة. مبرزا أن التجربة المغربية في هذا المجال تعتبر الثانية من نوعها في العالم بالنسبة للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان بعد التجربة المكسيكية في إحداث آليات جهوية في ظل المؤسسة الوطنية.

وقال في نفس السياق. إن الغاية من إحداث اللجان الجهوية لحقوق الإنسان تتمثل أساسا في تفعيل سياسة القرب من المواطنين ومباشرة قضاياهم ذات الصلة بحقوق الإنسان والديمقراطية كما أنها تساهم في انخراط الفاعلين المحليين في تعزيز حقوق الإنسان وحمايتها وتعزيز بناء دولة الحق والقانون.

وحول انتخاب رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان رئيسا للجمعية الفرنكفونية لحقوق الإنسان. أكد أن هذا الانتخاب دليل على المكانة التي يحتلها المجلس في الفضاء الفرنكفوني ودوره في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها وبدور اللجان الوطنية لحقوق الإنسان وتطوير التعاون والتبادل بين المؤسسات المكونة للجمعية بالإضافة إلى المساهمة في أعمال المساطر والآليات التي تنص عليها المقررات ذات الصلة بهذا التجمع الحقوقي من أجل التتبع والتكريم الدائمين للممارسات في مجال الديمقراطية والحقوق والحريات في الفضاء الفرنكفوني.



مختصرات ... مختصرات

- تنظم اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان الرباط - القنيطرة في الفترة ما بين 7 و22 دجنبر الجاري، قافلة جهوية تحت شعار "حقوق الإنسان ... ثقافة. نهوض. حماية. مسؤوليتنا".

وتشمل هذه القافلة المجال الترابي للجنة الجهوية بالتحديد مدن الرباط وسلا والقنيطرة والصخيرات وتمارة والخميسات وسيدي قاسم وسيدي سليمان وتروم هذه التظاهرة، بحسب المنظمين، التعريف بدور اللجنة وتعبئة الفاعلين والشركاء المحليين من أجل توطئ ثقافة حقوق الإنسان محليا من خلال تنفيذ البرامج ذات الصلة بحماية حقوق الانسان والنهوض بها. فضلا عن ترسيخ دور المجلس الوطني لحقوق الانسان في الوساطة بين المجتمع والإدارة.

كما تتوخى هذه المبادرة على الخصوص ترسيخ المقاربة التشاركية مع مختلف الفاعلين محليا وجهويا وخلق شراكات مع الفاعلين العموميين والمؤسساتيين والتنسيق مع المجتمع المدني.

وتسهر اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان في هذا السياق على تنظيم ندوات وشهادات عن تجربة الاعتقال خلال سنوات الرصاص، وعقد لقاء تواصل مع المجلس الاقليمي التشاوري للشباب، وندوات وورشات في مجال حقوق الانسان فضلا عن أيام دراسية وعروض مسرحية وعرض اشربة سينمائية ومعرض.



قافلة حقوقية بجهة الرباط الجمعة المقبل

أعلن عبد القادر أزيغ، رئيس اللجنة الجهوية الرباط-القنيطرة، أن القافلة الجهوية لحقوق الإنسان بالجهة ستنتقل بعد غد (الجمعة)، وتستمر أسبوعين، بعدة مناطق. واعتبر أزيغ، في كلمة له خلال ندوة صحافية نظمها أمس (الثلاثاء) بمقر المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالرباط، أن تنظيم القافلة الجهوية لحقوق الإنسان، يعد إحدى الوسائل لتوطيد العلاقة بمختلف الفاعلين على مستوى المحلي والجهوي، وخلق آليات للتفكير في القضايا التي تشكل انشغالا للمواطن والفاعل المؤسساتي وفعاليات المجتمع المدني بكل مكوناته وأطيافه، خاصة في ما يرتبط بحماية والنهوض بحقوق الإنسان وإثراء الفكر والحوار.

وأبرز رئيس اللجنة أن الهدف من القافلة وضع أسس شراكات مستقبلية بين اللجنة الجهوية ومختلف الفاعلين على المستويين المحلي والجهوي، إذ أن أولى هذه الشراكات تتمثل في توقيع الاتفاقية الإطار بمناسبة اليوم العالمي لصدور الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، بتاريخ 10 دجنبر بين المجلس الوطني لحقوق الإنسان وكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بالرباط أكادال، الخاصة بماستر حقوق الإنسان، باعتبارها أول تجربة شراكة من هذا الحجم والنوع، التي نأمل من خلالها تأصيل الفكر الحقوقي داخل فضاء الجامعة والإسهام في تطوير البحث العلمي في القضايا التي تتعلق بحقوق الإنسان.

إلى ذلك، تهدف اللجنة الجهوية من خلال القافلة تقوية دور المجلس الوطني لحقوق الإنسان ولجانته الجهوية، في مجال الوساطة بين المواطنين والإدارة وانطلاق ديناميات تشاورية مع الفاعلين المحليين والجهويين وتعبئة الخبرات والشخصيات العمومية والفعاليات المحلية، فضلا عن التعريف بدور اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان وتعبئة الفاعلين من أجل توطيد ثقافة حقوق الإنسان محليا من خلال تنفيذ البرامج ذات الصلة بالحماية والنهوض والإثراء.

محافظ

Une caravane de la commission régionale des droits de l'Homme de Rabat-Kenitra, du 7 au 22 décembre

Rabat, 05 déc. 2012 (MAP) - La commission régionale des droits de l'Homme de Rabat-Kenitra organise, du 7 au 22 décembre prochain, une caravane régionale des droits de l'Homme, sous le thème "Les droits de l'Homme: culture, promotion et protection, notre responsabilité".

Au programme de cette caravane, qui s'arrêtera à Rabat, Salé, Skhirat, Temara, Khémisset, Sidi Slimane et Sidi Kacem, des séminaires, des journées d'étude, des ateliers et spectacles de théâtre et des projections cinématographiques.

Cette manifestation consacre l'approche participative prônée le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), dans un souci de médiation entre la société et l'administration.

Elle est aussi considérée comme un moyen de resserrer les relations entre les différents acteurs locaux et régionaux dans l'objectif de créer une proximité avec le citoyen, l'acteur institutionnel et la société civile concernant les droits de l'Homme, selon le président de la commission régionale des droits de l'Homme Rabat-Kenitra, Abdelkader Azrii lors d'une conférence de presse.

Il a également annoncé qu'un accord sera signé entre le CNDH et la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat-Agdal à l'occasion de la journée internationale des droits humains le 10 décembre prochain.

Rappelons que la commission régionale des droits de l'Homme s'occupe de recevoir les plaintes concernant toute violation des droits humains. Elle a également pour mission d'exécuter les programmes du CNDH en matière de promotion des droits de l'Homme.
AJ---TRA.



سلفيون يعلنون الـ10 من دجنبر يوما للاحتجاج

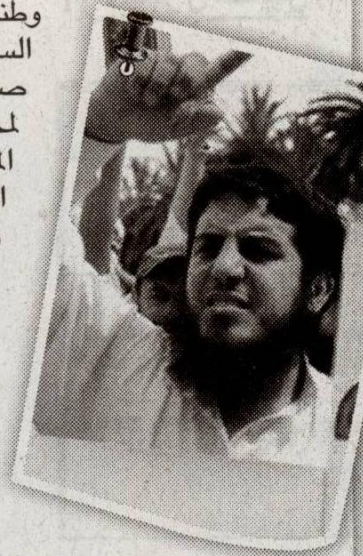
بالموازاة مع اليوم العالمي لحقوق الإنسان، أعلنت اللجنة المشتركة للدفاع عن المعتقلين الإسلاميين، أو المتابعين في ما يسمى بملف «السلفية الجهادية» عن خوضها يوم الاثنين 10 دجنبر 2012، يوما احتجاجيا وطنيا أمام مقر المندوبية العامة لإدارة السجون بالرباط على الساعة العاشرة صباحا، وتنظيم معرض للصور لمجموعة من الانتهاكات بالسجون المغربية أمام المجلس الوطني لحقوق الإنسان على الساعة الواحدة والنصف زوالا.

وقالت اللجنة في بيان لها توصلت «أخبار اليوم» بنسخة منه إن تنظيم هذا اليوم الوطني يدخل في إطار سلسلة نشاطاتها الاحتجاجية من أجل رفع ما أسمته «بالظلم والدفء بملف المعتقلين الإسلاميين نحو الانفراج وعيشهم بكرامة إلى

حين الإفراج عنهم، وذلك بتفعيل اتفاق

25 مارس 2011»، وكذلك من أجل مواجهة

«سياسة صم الأذان واللامبالاة وتجاهل كل الأصوات الحقوقية والسياسية المنددة بوضعية المعتقلين الإسلاميين بالسجون المغربية وحقهم في الحرية والكرامة، وإيماننا منها بواجبها الشرعي من وجوب نصرته المظلوم».



Agadir

Dernière étape de la Caravane des mineurs marocains du Nord Pas-de-Calais



En partenariat avec le Conseil national des droits de l'Homme, le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger et le ministère chargé de la communauté marocaine à l'étranger, la Région Nord-Pas-de-Calais, la Région Souss-Massa-Drâa, la wilaya de la Région Souss-Massa-Drâa, et avec le soutien de la commune urbaine d'Agadir (5^{ème} étape), l'Association des mineurs marocains du Nord Pas-de-Calais-AMMN (France) organise du 02 novembre au 08 décembre 2012, la Caravane des mineurs marocains du Nord Pas-de-Calais sous le thème : «La mémoire au service des droits de l'Homme».

L'objectif principal de cette caravane est la valorisation et la réhabilitation de la mémoire et de l'histoire des mineurs marocains du Nord Pas-de-Calais en France et le rappel de leurs droits.

Donc, après les étapes de Ouarzazate, Tiznit, Taroudant et Guelmim, la caravane est enfin arrivée à Agadir où plusieurs activités seront organisées durant toute la semaine.

En effet, dès leur arrivée dans la capitale du Souss, les membres de la caravane ont donné, lundi soir, le coup d'envoi du programme de la caravane, au

Musée du patrimoine amazigh, par le vernissage d'une intéressante exposition de photos sur le travail dans les houillères, d'outils de mineurs et de livres consacrés aux mineurs marocains et à leur cause ainsi que des tableaux synoptiques sur l'AMMN et le combat des mineurs marocains pour leurs droits.

Ce vernissage a été ensuite suivi de la projection, à la Chambre de commerce, d'un film documentaire intitulé : «Les gueules noires racontent le charbon», en présence du président du Conseil régional, du président de l'Université Ibn Zohr d'Agadir, du président de la commission régionale des droits de l'Homme, de nombreux universitaires, étudiants et Gadiris venus exprimer leur sympathie et leur soutien à cette noble action initiée par l'Association des mineurs marocains du Nord Pas-de-Calais (AMMN) que préside Abdellah Samate, ancien mineur marocain, originaire d'Aoulouze, un militant de la première heure pour la cause de cette catégorie de travailleurs marocains à l'étranger qui a passé de longues et pénibles années dans les houillères du Nord Pas-de-Calais, et qui en sont encore, aujourd'hui, à revendiquer leurs droits.

Il est à noter que durant toute la

semaine, des visites guidées de l'exposition seront organisées à l'intention du public gadiri et des élèves des établissements scolaires de la ville qui pourront ainsi discuter avec les mineurs marocains participant à cette caravane. Des conférences sont également prévues lors de cette cinquième et dernière étape.

Par ailleurs, des réunions d'information, des ateliers de réactualisation des droits, et des bilans de santé gratuits en faveur des anciens mineurs de la région seront organisés tout au long de la semaine au siège de la commission régionale des droits de l'Homme rue de la foire (ex. école Ibn Zaydoune) à côté d'Auto-hall Agadir.

Le samedi, cette grande manifestation sera clôturée par une conférence de presse qui aura lieu à la salle de l'hôtel de ville à 18 h00. Elle sera suivie de la présentation d'une pièce de théâtre intitulée : «Mémoire d'un mineur marocain dans les Houillères du Nord Pas-de-Calais.»

A cette occasion, Abdellah Samate, président de l'AMMN, nous a déclaré : « Notre Association a été créée en 1989. Et depuis vingt-deux ans, nous n'avons cessé d'aider les mineurs marocains du Nord Pas-de-Calais en France. Mais on

n'a pas oublié non plus ceux qui sont rentrés au Maroc. On avait effectué une tournée dans la région en 1995 pour leur dire : «Organisez-vous, essayez de défendre vos droits, essayez de montrer que vous existez, que vous êtes toujours là...». Malheureusement, on a constaté que cette initiative n'a pas eu beaucoup d'échos. Donc, notre Association a décidé d'y remédier en organisant cette caravane. Nous avons été à Ouarzazate, Tiznit, Taroudant, Guelmim et aujourd'hui, nous sommes à Agadir pour essayer de voir les anciens mineurs de la région comme on l'a fait dans les autres villes où on a rencontré une grande partie de ces anciens des Houillères du Nord Pas-de-Calais qui sont rentrés définitivement au pays. On a aussi découvert des veuves de mineurs. Et malheureusement, ces personnes-là ne bénéficient d'aucune aide pour faire face à leurs problèmes administratifs et obtenir leurs droits (retraite, retraite complémentaire...). Donc, ici également, la plupart d'entre eux sont fatigués, silicosés, ou souffrant des séquelles des accidents de travail qu'ils ont eus auparavant. On essaie donc de les aider comme on peut, en organisant trois ateliers pour les informer, leur expliquer la situation, écouter leurs doléances, et constituer des dossiers que nous allons ramener en France. On a également des médecins qui vont les examiner et nous faire un compte rendu sur leur état de santé. Donc tout ça, c'est très lourd, et très difficile à organiser. Mais on a pu faire face à tous les problèmes de logistique et autres grâce à l'aide dont nous avons bénéficié de la part des autorités locales, des élus, des associations locales, de la commission régionale des droits de l'Homme et de la part de nos amis aussi. Notre objectif n'est pas seulement la caravane, car il y a aussi l'après caravane. On doit préparer des dossiers, faire des statistiques qui nous permettront d'interpeller à ce sujet le gouvernement français, mais aussi le gouvernement marocain. La France a profité du travail de ces personnes-là, et le Maroc de l'argent qu'ils ont envoyé au pays. Si on fait ça, c'est pour leur éviter de subir le même sort que les anciens combattants, chose que nous n'admettrons jamais».

M'BARK CHBANI